



SOUS PREFECTURE DE BRIANÇON

Bureau des Associations
42, avenue de la République
05105 BRIANÇON CEDEX

tél 04 92 25 47 16 - fax 04 92 21 17 19
pref-associations@hautes-alpes.gouv.fr

Le numéro W051000093
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W051000093

Ancienne référence
de l'association :
74-026

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

La Préfète

donne récépissé à **Madame la Présidente**
d'une déclaration en date du : **15 juillet 2022**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

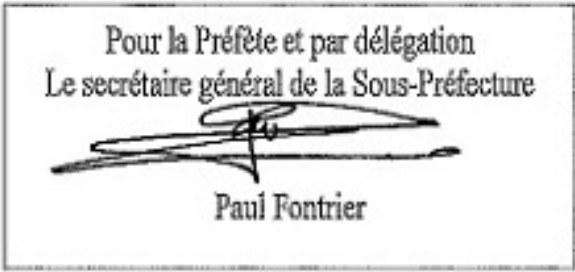
CLUB DES ESCARTONS

dont le siège social est situé : Parc des Sports 1326
37 rue Bermond Gonnet
05100 Briançon

Décision(s) prise(s) le(s) : **28 juin 2022**

Pièces fournies : Procès-verbal
liste des dirigeants

Briançon, le 25 juillet 2022



Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.
Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.
NOTA :
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.
La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.